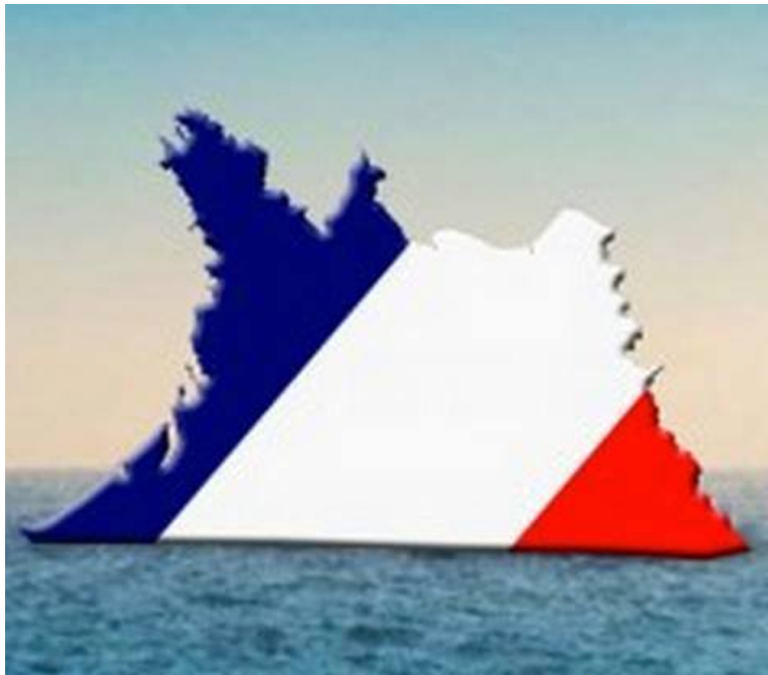


Un coup d'Etat peut encore sauver la France : c'est devenu une évidence !



A chaque fois que se produit quelque part un coup d'Etat, il s'agit toujours d'une clique qui défend ses intérêts égoïstes qu'elle considère menacés. Nous sommes des milliers et des milliers oui ! Des millions même, à croire, du fond de notre cœur et avec toute la sincérité qui définit notre pensée, qu'un coup d'Etat est devenu désormais une nécessité absolue.

Nous ne sommes pas une clique, nous ! Nous ne souffrons pas de la souillure d'un égoïsme qui serait avant tout mercantile ou si l'on veut, basement matériel. Nous sommes divers. Nous sommes différents les uns des autres. Nous sommes multiples. Mais cependant, nous avons tous au-dessus de nous une grande lumière, une immense lumière qui irradie en permanence nos esprits et nos âmes et cette lumière a un nom, un nom bref et qui sonne fort : France !

Ce n'est pas avec joie que nous aspirons à cette expectative qui bien sûr – et nous le savons ! – fait fi de l'élection, fait fi de ce qu'on ose encore appeler la démocratie, si toutefois, celle-ci a vraiment un jour existé. Nous n'avons nulle envie de rejoindre un quelconque totalitarisme. Nous désirons de toutes nos forces sauver le peu qui reste à sauver. Nous ne voulons plus de la lie hideuse et toujours plus envahissante qui dénature jusqu'à la pourrir, notre nation. Nous croyons en elle et nous aspirons à préserver sa pureté et sa grandeur parce qu'elle donne le sens primordial de notre vie.

Michelet a dit : « La nation, ce n'est plus une collection d'êtres divers, c'est un être organisé ; bien plus, une personne morale ; un système admirable : la grande âme de la France ». Or, nous savons bien que la France aujourd'hui n'est plus justement un être organisé, encore moins une personne morale mais bien une collection d'être divers dont les liens ont été distendus et qui demain, seront rompus, si nous n'avons pas la détermination de réagir pour une régénérescence bien plus que nécessaire.

Dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de la Constitution du 24 juin 1793, constitution qui a été qualifiée de la plus démocratique de toutes nos autres constitutions mais qui n'a jamais été appliquée (tiens, « comme c'est bizarre »), il est un article, le dernier, l'article 35 qui énonce : « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs ». Prenez garde Monsieur le Président, Messieurs et Mesdames les membres du Gouvernement : l'article dit bien « chaque portion du peuple » !!!

Aujourd'hui, mais hier aussi bien sûr, la violation des droits du peuple, c'est la destruction chaque jour qui passe de « la grande âme de la France », la destruction de l' « être organisé » dont nous sommes les membres, la destruction de ce

qui fait ce que nous avons toujours été jusque là et que nous ne voulons en aucun cas voir disparaître.

Cette fois, finis les tergiversations, les états d'âme, les hésitations enfantines, la peur du sang, ce sang qui nécessairement demain va couler.

Nous avons dans l'heure qui suit, le devoir de réfléchir à une stratégie de coup d'Etat dans le seul but qui doit devenir une obsession : sauver la France car en sauvant la France, nous sauverons la civilisation.

Philippe Arnon